

BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 3 au 8 avril 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine	2
En bref	2
Actualités macroéconomiques	2
CONJONCTURE	2
POLITIQUE BUDGETAIRE.....	3
POLITIQUE MONETAIRE.....	3
Actualités commerce & investissement	3
COMMERCE	3
Actualités financières.....	4
MARCHES FINANCIERS	4

Le chiffre de la semaine

Selon les données d'avril 2024 de [l'ONS](#), les dépenses intermédiaires des entreprises britanniques pour les intrants énergétiques ont cru de 20% entre 2021 et 2022, en valeur. Les dépenses en électricité ont augmenté de 36% sur la période, tandis que les dépenses liées au gaz ont été en hausse de 50%.

LE CHIFFRE À RETENIR

+20%

En bref

Le gouvernement britannique maintient les droits anti-dumping sur les importations chinoises d'objets en fonte pour 5 années supplémentaires, suivant la recommandation faite par l'Autorité en charge des dossiers de défense commerce ([TRA](#)).

Le secrétaire d'État au commerce, Greg Hands, s'est [entretenu](#) avec son homologue mexicain.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les prix de l'immobilier ont diminué pour la première fois depuis 6 mois, selon [Halifax](#). En variation mensuelle, le prix moyen d'une maison au Royaume-Uni a diminué de 1%, atteignant 288 k£ après un pic à 291 k£ (valeur la plus haute enregistrée sur les 16 derniers mois). Cette baisse met fin à cinq mois consécutifs de hausse. En glissement annuel, la hausse des prix n'est seulement que de 0,3%, ce qui est plus faible que les prévisions de 1,45% des économistes sondés par Reuters. Les analystes de Halifax et Nationwide suggèrent que cette baisse des prix est la conséquence de la hausse des taux hypothécaires en mars.

L'indice PMI Services a [baissé](#) de 53,8 en février à 53,1 en mars, mais présage toujours d'une expansion du secteur des services. Si le rythme d'expansion est légèrement moindre qu'au mois précédent, les données de mars ont mis en évidence une solide augmentation de l'activité commerciale dans l'ensemble des services, pour le cinquième mois consécutif. Un indice supérieur à 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 en traduit une diminution. L'indice PMI Composite a, quant à lui, été révisé à 52,8 (au lieu de la première estimation à 52,9) mais reste révélateur d'une solide reprise de l'activité commerciale du secteur privé, autant dans le secteur manufacturier que celui des services.

Politique budgétaire

S&P [indique](#) que le prochain gouvernement britannique devra faire preuve de prudence pour éviter de mettre en péril la note souveraine du Royaume-Uni, alors que les finances publiques sont déjà soumises à de fortes tensions. Après que la note souveraine britannique ait été dégradée de AAA à AA à l'issue du vote du Brexit en 2016, un nouvel avertissement avait ensuite été émis au moment du « mini-budget » de Liz Truss en septembre 2022. Aujourd'hui, selon S&P, les enjeux sont particulièrement préoccupants pour le gouvernement qui remportera les prochaines élections générales. D'une part, le budget de printemps 2024 annoncé par le Chancelier J. Hunt a réduit la marge de manœuvre budgétaire pour les années à venir (2028-29). D'autre part, la demande croissante de dépenses dans les services publics comme la santé, conjuguée à la nécessité d'assainir les finances publiques, implique la nécessité d'effectuer un arbitrage précis concernant la trajectoire budgétaire. Selon S&P, les risques budgétaires sont présents, même si les prévisions macroéconomiques indiquent une performance future supérieure à la zone euro.

Politique monétaire

L'enquête du panel des décideurs de la Banque d'Angleterre de mars [révèle](#) des anticipations de moindres pressions inflationnistes. L'anticipation d'inflation des prix à la production est tombée à 4,1 % sur le trimestre glissant jusqu'à mars, contre 4,3 % au mois précédent. Les anticipations d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) à un an sont tombées à 3,2 % en mars contre 3,3 % en février, conformément au consensus. Les anticipations de l'IPC à trois ans ont également diminué pour atteindre 2,7% en mars (contre 2,8% en février). La croissance des salaires attendue pour l'année à venir est tombée à 4,9%, contre 5,2% en février ; puisqu'elle s'élève actuellement à 6,4%, les entreprises s'attendent à une croissance des salaires moindre de 1,5pp au cours des douze prochains mois. Enfin, le taux d'intérêt moyen payé sur les emprunts des entreprises augmenté de 0,4pp par rapport à février, pour atteindre 7,1% en mars.

Actualités commerce & investissement

Commerce

La perspective de l'entrée en vigueur fin avril des nouveaux frais d'usage des locaux portuaires (*common user charge*), associés aux importations agroalimentaires, inquiète les opérateurs britanniques et français. Ces [nouvelles](#) charges s'inscrivent dans le cadre du déploiement des nouvelles étapes du système de contrôle des importations post-Brexit (BTOM), progressivement mis en vigueur depuis fin janvier 2024. Le montant des charges, entre 10 et 145£ par [expédition](#), variera en fonction du degré de risque des produits importés. S'y ajouteront des frais visant à couvrir les frais d'inspection sanitaires et vétérinaires. Alors que leur [entrée](#) en vigueur est prévue pour la fin du mois d'avril au port de Douvres et à l'Eurotunnel, les [opérateurs](#) craignent notamment que ces coûts supplémentaires pénalisent en priorité les PME, notamment celles envoyant des gammes variées de produits, et contribuent à l'inflation alimentaire.

Le secrétaire d'État pour les exportations, Lord Offord, s'est rendu en Amérique latine et aux Caraïbes. A cette [occasion](#), le secrétaire d'État a signé un partenariat bilatéral avec la République dominicaine, destiné à renforcer les opportunités d'investissement dans les infrastructures pour les entreprises britanniques. Ce déplacement a également permis de marquer le lancement de la chambre de commerce bilatérale avec la Bolivie.

Actualités financières

Marchés financiers

La *National Savings and Investments* (NS&I), banque publique d'épargne britannique, dévoile les détails d'un nouveau produit d'épargne annoncé par le Chancelier Hunt à l'occasion du dernier budget. Les *British Savings Bonds* sont un des produits d'épargne à rendement fixe proposés par la NS&I, ouverts aux particuliers jusqu'à 1M£. Garantis à 100% par le Trésor (HMT), ils représentent pour l'Etat une source de financement alternative aux marchés, bien qu'elle soit relativement faible. Le nouveau produit annoncé par le Chancelier dans le cadre de son budget de printemps se différencie du précédent produit par sa maturité étendue à 3 ans (au lieu d'un an précédemment). Le taux de rendement de ce produit sera de 4,14%. Le gouvernement mise sur l'attractivité de ce nouveau produit dans la perspective de baisses de taux par la Banque d'Angleterre, qui rend les produits court terme moins intéressants pour les épargnants, et souhaite également étendre la maturité de ce produit d'épargne. Pour rappel, la cible de financement de la NS&I est portée à 9Md£ pour l'année 2024-2025.

Les *hedge funds* s'intéressent aux *investment trusts* britanniques, qui enregistrent de fortes décotes. Les *investment trusts* (modèle de fonds d'investissement fermé très courants au Royaume-Uni) connaissent une forte concurrence d'alternatives bon marché, comme les fonds indiciels, et de produits moins risqués devenus plus intéressants suite à la hausse des taux, comme les dépôts à terme. Il en résulte une décote entre la valeur des parts de certains *trusts* et celle des actifs sous-jacents, de 9% en moyenne d'après le FT. Cette décote est identifiée par les *hedge funds* comme une source de profit potentielle. En effet, les fonds activistes cherchent à influencer les décisions de distributions aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachats d'actions), en prenant part aux votes obligatoires prévus lorsque l'écart entre la valeur des parts du fonds et celle de l'actif net atteint un certain seuil.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr